

de Moro-Giafferri, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire [31 décembre 1953] (p. 7082). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale* [13 août 1954] (p. 4229, 4230); Art. 6 : *Son amendement tendant à maintenir un débit de 15 mètres cubes seconde au confluent de la Durance et du Rhône* (p. 4240); *le retire* (p. 4241); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Achèvement du canal du Nord)* [25 mai 1955] (p. 3033, 3034). = S'excuse de son absence [31 décembre 1953] (p. 7090). = Obtient un congé [31 décembre 1953] (p. 7090).

**PETIT (M. Eugène dit Claudius)**, *Député de la Loire (U. D. S. R.)*.

*Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*  
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

*Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*  
(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*  
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 janvier 1954 au 3 septembre 1954,

*Ministre de la Reconstruction et du Logement*  
*par intérim*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 14 août 1954 au 3 septembre 1954.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des affaires

étrangères [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

#### Dépôt :

Le 6 novembre 1951, un projet de loi portant modification et interprétation de l'article 3 de la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relatif aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, **n° 1274**. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, **n° 1394**. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction, **n° 1414**. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, **n° 1431**. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, **n° 1432**. — Le 20 juin 1952, un projet de loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements d'outre-mer, **n° 3752**. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'urbanisme et l'habitation, **n° 4913**. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à ce que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit substitué au salaire moyen départemental dans les clauses de contrats de vente immobilière en viager comportant une indexation sur ce dernier salaire, **n° 8207**. — Le 22 juillet 1954, un projet de loi tendant à la revalorisation des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, **n° 8934**. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires la vente du miel naturel et de la cire d'abeille brute, **n° 9612**. — Le 13 janvier 1955 :

une proposition de loi tendant à faire bénéficier des majorations et des relèvements de taux de majorations prévus par la loi du 9 avril 1953 les rentes constituées auprès des institutions de prévoyance soumises au contrôle technique et financier de l'Etat, n° 9913. — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9659) : 1° tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 2 juillet 1954 ; 2° portant approbation du contrat de bail signé le 25 juin 1954 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, relatif au terrain de la place Fontenoy à Paris (7<sup>e</sup>), affecté au Ministère des Affaires étrangères par décret du 22 décembre 1952, n° 10518.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4000 : *Transformation du Ministère et aménagement du territoire* [13 novembre 1951] (p. 7966, 7967) ; *Plan d'aménagement et d'urbanisme* (p. 7968 et suiv.) ; *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Nisse (Lenteur de l'évaluation des dommages)* [14 novembre 1951] (p. 7999, 8000) ; *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Titularisation de personnel)* (p. 8001) ; Chap. 4020 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Indemnité de difficultés administratives)* (p. 8002) ; Chap. 4030 : *Demande de rétablissement des crédits pour les architectes conseils et les collaborations extérieures* (p. 8003, 8004) ; Chap. 4050 : *Indemnités résidentielles* (p. 8004) ; Chap. 3020 :

*Matériel de la Cité administrative* (p. 8004) ; Chap. 4010 : *Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* (p. 8005) ; Chap. 5010 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 25 millions la subvention au Centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 8006) ; Chap. 6010 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Plans d'urbanisme du Ministère)* (p. 8014, 8015) ; *Demande de rétablissement des crédits pour les études d'urbanisme* (p. 8016) ; Chap. 6020 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique* (p. 8016) ; Chap. 6030 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 20 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8017) ; *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 5 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8018) ; *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertises de dommages de guerre* (p. 8018) ; Chap. 6060 : *Amendement de M. Gaubert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour liquidation du service des constructions provisoires (Constructions en bois)* (p. 8019). — Répond à une question : de M. Jean Cayeux, relative à la construction d'un stade à Paris [23 novembre 1951] (p. 8454) ; — de M. Jean Minjoz, relative à l'application de la législation de la sécurité sociale [23 novembre 1951] (p. 8454) ; — de M. André Mercier, relative à la démolition du château du Parc-aux-Dames à Auger-Saint-Vincent [7 décembre 1951] (p. 8924, 8925). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 4 : *Demande de disjonction de la ligne « Fonds national de l'habitat », présentée par M. Secrétain* [22 décembre 1951] (p. 9620) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion de M. André Lenormand, tendant à surseoir aux débats en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement* [23 décembre 1951] (p. 9729 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de Mme Rabaté demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* (p. 9732) ; Etat A, Chap. 9500 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction (Emprunts des groupements de*

sinistrés) (p. 9738); Chap. 9550 : Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre régulateur des dommages de guerre (p. 9740, 9741); Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (p. 9741); Chap. 9520 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts aux habitations à loyers modérés (Difficultés financières des habitations à loyer modéré) [24 décembre 1951] (p. 9758); Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes aux sociétés coopératives) (p. 9759); Amendement de M. Siefriedt tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au remboursement des titres de la Caisse de reconstruction (p. 9761); Etat B, Art. 2 : Amendement de M. Thiriet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction immobilière (p. 9763); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dommages mobiliers (Vieillards sinistrés, économiquement faibles sinistrés) (p. 9767); Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la voirie et à augmenter les crédits pour les dommages mobiliers (p. 9785); Amendement de M. Rosenblatt relatif à l'indemnisation des paysans alsaciens-lorrains (p. 9786); Amendement de M. Halbout relatif à l'indemnisation des possesseurs de droits au bail (p. 9786); Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Dommages de guerre franco-belges) (p. 9786); Amendement de M. Rosenblatt relatif à la recevabilité des demandes de dépossession faites par des Alsaciens-Lorrains (p. 9787); Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter les autorisations de paiement aux dépens des crédits de paiement dans le futur (Chantiers expérimentaux de l'Etat) (p. 9788, 9789); Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations syndicales de reconstruction (Constructions scolaires) (p. 9790); Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions expérimentales (Chantier expérimental de Strasbourg) (p. 9791); Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes aux économies faites sur le coût de construction (Développement de ces primes) (p. 9791); Amendement de M. Guiguen tendant à limiter à 25 0/0

des crédits la part des priorités nationales (p. 9792); Amendement de M. Siefriedt tendant à prévoir un emprunt indexé de 200 milliards de francs (p. 9792); Article additionnel de M. Midol tendant à porter à 250.000 francs l'indemnité forfaitaire pour mobilier détruit (p. 9793); Article additionnel : Amendement de M. Gravoille relatif à la reconstitution des biens mobiliers des collectivités publiques locales (p. 9793); Article additionnel : Amendement de M. Nisse relatif au remboursement des intérêts dus au Fonds de modernisation et d'équipement (p. 9793); Art. 3 : Amendement de M. Midol relatif à l'utilisation du produit des emprunts (p. 9794); Art. 5 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement par titres (Bonifications d'intérêts accordées par les départements) (p. 9795); Amendement de M. Schmitt relatif à la rotation des titres remis aux sinistrés (p. 9795); Art. 6 : Amendement de M. Thiriet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux spoliés (Spoliés d'Alsace-Lorraine) (p. 9795, 9796); Amendement de M. Halbout tendant à accorder l'indemnité d'éviction aux sinistrés de plus de 60 ans (p. 9796); Article additionnel : Amendement de M. Garet tendant à prévoir l'achèvement de la reconstruction en 1960 (p. 9797); Art. 9 : Demande de disjonction de M. Couinaud de l'article fixant à 85 mètres carrés les autorisations de programme (p. 9799); Amendement de M. Bouxom tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les autorisations de programme (Circulaire du 25 octobre 1951 sur la hauteur des plafonds) (p. 9800); Amendement de M. Garet tendant à favoriser l'accès à la petite propriété (p. 9803); Art. 14 : Amendement de M. Minjoz tendant à octroyer les primes aux habitations à loyer modéré (p. 9806); Article additionnel : Amendement de M. Guiguen tendant à réévaluer les allocations d'attente (p. 9807); Article additionnel : Amendement de M. Bouxom tendant à relever le plafond des indemnités pour dommages mobiliers pour les vieillards de plus de 65 ans (p. 9807); Art. 13 : Amendement de M. Chupin tendant à ne pas appliquer la « part différée » aux immeubles comportant de nombreux logements (p. 9808); Article additionnel : Amendement de M. Gautier relatif au prix du loyer des immeubles ayant subi des réparations (p. 9808); Article additionnel : Amendement de M. Bouxom tendant à permettre d'utiliser l'indemnité mobilière pour

la reconstruction immobilière (p. 9809); Art. 15: Amendement de M. Mondon tendant à donner priorité aux plans ayant obtenu l'accord des sinistrés (p. 9809); Article additionnel: Amendement de M. Levindrey relatif à la détermination des stocks indemnifiables (p. 9810); Amendement de M. Garet tendant à autoriser les associations et sociétés coopératives de reconstruction à faire de la construction privée (p. 9810); Art. 24: Amendement de M. Coudray tendant à prévoir l'avis du Ministre de la Santé publique (p. 9812); Amendement de M. Minjoz tendant à permettre la construction privée aux offices d'habitations à loyer modéré (p. 9812); Articles additionnels: Amendement de M. Guiguen relatif au loyer des baraques provisoires (p. 9813); Amendement de M. Nisse tendant à proroger de six mois le délai pour la déclaration des dommages de guerre (p. 9813); Amendement de M. Nisse relatif à l'indemnisation des Français sinistrés à l'étranger (p. 9813); Amendement de M. Desson relatif aux sinistrés étrangers d'origine française (p. 9814); Amendement de M. Guiguen relatif à l'utilisation des baraques provisoires devenues libres (p. 9814); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 19 bis: Amendement de M. Coudray tendant à reprendre l'article relatif au remboursement par l'Etat des honoraires d'architecte [3 janvier 1952] (p. 37); Art. 29: Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages (p. 38). — Donne sa démission de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, amendée par le Conseil de la République; Art. 2: Amendement de M. Barrier tendant à laisser à l'administration la possibilité de réduire les subventions suivant le cas [13 mars 1952] (p. 1269); — du projet de loi modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, amendé par le Conseil de

la République; Art. 2: Extension de la compétence d'une commission à plusieurs arrondissements [28 mars 1952] (p. 1630); Explications de vote sur l'ensemble (*Transferts de dommages de guerre*) (p. 1630, 1631). — Répond à une question: de M. Dorey relative aux ventes d'immeubles par les organismes d'habitations à loyer modéré [10 octobre 1952] (p. 4210); — de M. Montalat relative à l'organisme professionnel de qualification et de classification du bâtiment [14 novembre 1952] (p. 5125). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; RECONSTRUCTION ET URBANISME: Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à surseoir à la discussion en attendant de savoir le montant des crédits affectés à la reconstruction [15 novembre 1952] (p. 5179, 5180); Etat A, Chap. 31-01: Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Titularisation des agents temporaires, rythme de la reconstruction en France, déblocage des crédits votés en 1952*) (p. 5187 et suiv.); Demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale (p. 5192); Chap. 31-02: Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (*Français sinistrés ou spoliés en Sarre*) (p. 5234, 5235); Chap. 31-21: Service de désobusage et déminage (p. 5237); Chap. 31-22: Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 6 millions les crédits pour les honoraires d'architectes (*Architectes conseils du Ministère*) (p. 5238, 5239); Chap. 34-01: Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 500.000 francs les crédits pour remboursements de frais (*Contrôle des permis de construire*) (p. 5240); Chap. 34-11: Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (*Difficultés d'attribution du permis de construire*) (p. 5241); Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (*Frais de déplacement des services extérieurs*) (p. 5241, 5242); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (*Transfert des services de Perpignan à Toulouse*) (p. 5242); Chap. 34-92: Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile (p. 5242); Chap. 37-02: Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits

pour la liquidation des constructions provisoires (Loyers des baraquements des réfugiés) (p. 5244); Chap. 37-22 : Demande de rétablissement des crédits pour frais de ventes d'immeubles (p. 5244); Chap. 37-23 : Demande de rétablissement du chapitre relatif aux études d'immeubles-types (p. 5244); Chap. 37-41 : Amendement de M. Florand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Plan d'industrialisation des campagnes) (p. 5246); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Constructions d'immeubles à Orly) (p. 5246, 5247); Chap. 44-21 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour le centre scientifique et technique du bâtiment (p. 5248); Chap. 46-21 : Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les habitations à loyer modéré (Situation de la construction en Guyane et la crise du logement aux Antilles) (p. 5249); Chap. 46-22 : Amendements de MM. Hénault et Coudray tendant à rétablir les crédits pour les associations syndicales de remembrement (Coopératives de reconstruction) (p. 5250); Chap. 46-32 : Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de prêts complémentaires (Prêts du Crédit foncier et du Comptoir des entrepreneurs) (p. 5250); Article additionnel : Amendement de M. Siefridt tendant à faire gérer les constructions provisoires par le Ministère de la Reconstruction et non par le domaine ou les anciens combattants (p. 5251); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : Amendement de M. Prache tendant à hâter le règlement des sinistres agricoles [24 novembre 1952] (p. 5404); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Motion préjudicielle de M. Lemaire tendant à ajourner le débat en raison de l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la production agricole et à la construction de logements (Observations sur les lenteurs de la reconstruction en France, les possibilités de transferts de crédits, les investissements dans les charbonnages) [17 décembre 1952] (p. 6531 et suiv.); Discussion générale (Observations sur la reconstruction incertaine en Allemagne) [18 décembre 1952] (p. 6559, 6563); Observations sur les priorités refusées aux constructions isolées, la Caisse centrale de la France d'outre-mer (p. 6586,

6587); Observations sur le plan quadriennal de reconstruction, les défauts de la loi de 1946 sur les dommages de guerre (p. 6589, 6590); Art. 24 : 2 milliards de crédits pour l'immeuble de l'U.N.E.S.C.O. à Paris [20 décembre 1952] (p. 6764); Art. 2 : Motion préjudicielle de M. Secrétain tendant à réserver le débat jusqu'au vote de la loi de finances (Possibilité de recettes nouvelles sur les alcools au profit de la construction) (p. 6769, 6770); Art. 29 : Émission d'emprunts par la Caisse autonome de la reconstruction (p. 6774); Article additionnel : Amendement de M. Thiriet tendant à permettre à des sinistrés de se retirer d'une association syndicale ou coopérative (p. 6771); Amendement de M. Triboulet relatif au privilège du créancier nanti sur les titres de reconstruction (p. 6772); Amendement de M. Nisse tendant à supprimer « la part différée » des dommages de guerre (p. 6772); Amendement de M. Triboulet tendant à ne pas appliquer « la part différée » aux établissements et collectivités publiques (p. 6773); Art. 34 : Amendement de M. Thiriet tendant à retenir le coût calculé à la date de la reconstitution (p. 6773, 6774); Art. 35 : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 10 millions le montant des travaux que peut décider d'effectuer l'administration en cas de défaillance du propriétaire sinistré (p. 6775); Art. 36 : Amendement de M. Triboulet tendant à disjoindre l'article relatif aux indemnités à des propriétaires étrangers (p. 6775); Art. 41 : Amendement de M. Triboulet relatif au contrôle de la gestion des groupements de reconstruction (p. 6775, 6776); Art. 41 bis : Amendement de M. R. Schmitt tendant à laisser au Ministre de la Reconstruction le soin de prendre des dispositions relatives au fonctionnement des associations syndicales de reconstruction (p. 6777); Art. 45 : Amendement de M. de Tinguy relatif aux aliénations de biens des sociétés d'habitations à loyer modéré (p. 6779); Art. 46 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au logement des fonctionnaires (p. 6779); Art. 47 : Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas accorder de primes à la reconstruction pour des logements revendus dans un délai de cinq ans (p. 6780, 6781); Art. 51 : Demande de disjonction de l'article relatif au recensement des constructions déjà réalisées, présentée par M. Triboulet (p. 6783, 6784); Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : Demande de disjonction de

*M. Midol* (Aménagement des lotissements défectueux) (p. 6799) ; Article additionnel : Amendement de *M. Triboulet* relatif au privilège du créancier nanti [21 décembre 1952] (p. 6952) ; Amendement de *M. Valentino* tendant à habilitier les coopératives d'habitation à bénéficier des lois sur les H. L. M. dans les départements d'outre-mer (p. 6952) ; Art. 3<sup>ter</sup> : Achèvement en 1953 de l'évaluation des dommages de guerre (p. 6957, 6958). — Répond à une question de *M. Bouxom* relative à la superficie moyenne des logements financés avec le concours de l'Etat [19 décembre 1952] (p. 6641). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : Amendement de *M. Secrétain* tendant à majorer les droits sur les alcools et à en affecter le produit à la reconstruction et aux pensions des anciens combattants [21 décembre 1952] (p. 6872, 6873). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7630).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : Ses explications de vote sur l'ensemble [3 mars 1953] (p. 1544) ; — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement concernant les organismes d'H. L. M. [17 mars 1953] (p. 1989, 1992) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré ; Article additionnel : Amendement de *M. de Tinguy* concernant l'assurance des personnes désirant construire en utilisant la législation relative aux H. L. M. [17 mars 1953] (p. 1995) ; — du projet de loi instituant l'épargne-construction ; Art. 2 : Son amendement tendant à préciser que seul le terrain nécessaire à la construction pourra être acquis sur les fonds d'épargne-construction [18 mars 1953] (p. 2034) ; Son amendement tendant à ce que l'épargne réalisée soit affectée exclusivement à la construction ou à l'achat de logements abandonnés (p. 2034 et suiv.) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones : Motion préjudicielle de *M. M. Grimaud* tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil écono-

mique, absence d'avis de la Commission de la justice) [20 mars 1953] (p. 2110) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de *M. Triboulet* relatif à la procédure d'expropriation des zones destinées à l'habitation [27 mars 1953] (p. 2484) ; Amendement de *M. Le Roy-Ladurie* tendant à supprimer les expropriations pour créations de zones industrielles (Création d'une usine à Elbeuf) (p. 2486) ; Son amendement tendant à inclure seulement les projets d'aménagements déjà pris en considération (p. 2486) ; Travaux devant être entrepris dans l'année suivant l'expropriation (p. 2489) ; Art. 7 : Amendement de *M. Delcos* tendant à rendre obligatoire le remembrement des parcelles (p. 2507) ; Art. 10 : Amendement de *M. Gaubert* tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations (p. 2509) ; Article additionnel : Amendement de *M. Guérard* tendant à faire restituer aux propriétaires les terrains expropriés et non utilisés (p. 2511, 2512) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Accusations injurieuses portées contre les inspirateurs du projet, caractère immérité de la plus-value foncière et abus de la spéculation, absence de toute disposition dans ce sens, arme nécessaire de l'expropriation pour permettre le « remodelage » des centres industriels et briser certains intérêts abusifs, exemples récents) [24 juillet 1953] (p. 3900, 3901) ; Art. 1<sup>er</sup> : Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques ; amendement de *M. Lenormand* tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République écartant toute expropriation sur plans d'aménagement par zones (Importance de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire en U. R. S. S.) (p. 3904) ; Amendement de *M. Nisse* tendant à exiger que les projets d'aménagement soient préalablement « dûment approuvés » et non pas seulement « pris en considération » (La prise en considération implique approbation préalable par les autorités locales ; inutile d'attendre l'approbation en Conseil d'Etat, toujours lente) (p. 3905) ; Art. 3 : Affectation des immeubles expropriés ; amendement de *M. Minjoz* tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale, prévoyant la possibilité de mise en location pour 99 ans, aux fins d'implantations industrielles ou commerciales (Exemple probant de l'Angleterre ; « conservatisme » français) (p. 3906) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements

économiques; Art. 2: *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer l'article prévoyant la constitution de sociétés d'économie mixte* [21 mars 1953] (p. 2177); *Son amendement tendant à supprimer la nécessité de correspondre aux normes prévues dans les plans types* (p. 2178); *Son amendement tendant à instituer une taxe de 2 0/0 sur les bénéfices industriels et commerciaux en vue d'investissements dans la construction de logements* (p. 2180, 2181); Art. 5: *Son amendement de forme* (p. 2188); — du projet de loi relatif aux prix des loyers et aux primes de déménagement: *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Boucom* [21 mars 1953] (p. 2193); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 7 bis: *Licence des bouilleurs de cru (Contre l'alcoolisme en général, la publicité des apéritifs et celle du vin; valeur symbolique du texte proposé par la Commission des finances)* [7 juillet 1953] (p. 3327); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); ÉDUCATION NATIONALE: *Motion préjudicielle de M. Billères tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives octroyant de nouveaux crédits* [30 novembre 1953] (p. 5684); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, État A, Chap. 31-11: *Services extérieurs (Lenteur des inspecteurs de l'urbanisme pour la délivrance des permis de construire)* (p. 5717); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Article additionnel: *Amendement de M. Coudray relatif à l'indemnisation des dommages inférieurs à 3.000 francs de 1947* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5760); Art. 12: *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir 130 milliards pour les H. L. M. au lieu de 80 milliards* (p. 5793, 5794); Article additionnel: *Amendement de M. Nisse relatif au paiement en espèces de l'indemnité d'éviction accordée aux sinistrés immobiliers* [2 décembre 1953] (p. 5876); Art. 12: *Amendement de M. René Schmitt tendant à affecter à la construction des H. L. M. les prêts consentis par les caisses d'épargne* (p. 5881); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5884); INTÉRIEUR, Article additionnel: *Son amendement relatif aux agents de l'État nommés à la direction d'un service technique communal* [10 décembre 1953] (p. 6413); *le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 12: *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de*

*la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété (Constructions du secteur industrialisé)* [31 décembre 1953] (p. 7203, 7204); Art. 13 bis: *Primes à la construction accordées aux collectivités locales et aux établissements publics pour les logements construits par eux* (p. 7209); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 23: *Sa demande de disjonction de l'article réduisant les droits de consommation sur l'alcool au tarif réduit (Abus du privilège des bouilleurs de cru)* [13 décembre 1953] (p. 6734, 6735); *Amendement de M. Dronne tendant à abroger complètement le droit de licence prélevé sur les bouilleurs de cru* (p. 6736); *Son amendement tendant à supprimer le privilège des bouilleurs de cru non agriculteurs* (p. 6737); *Amendement de M. Hénauld tendant à majorer les impôts sur les commerçants étrangers et les automobilistes allant à l'étranger* (p. 6738); Art. 24: *Demande de disjonction de l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin, présentée par le Gouvernement* (p. 6742); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 2: *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi de la lettre recommandée* [15 décembre 1953] (p. 6832); Art. 4: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* (p. 6846); Art. 5: *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant l'application de l'article 17 du décret du 30 septembre 1953* (p. 6848, 6849); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Avantages du texte de la Commission qui a été rejeté)* (p. 6851); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES: SECTION GUERRE, État A, Chap. 31-32: *Installation d'une usine privée de fabrication d'obus à Caen* [19 mars 1954] (p. 1049); MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (Dépenses militaires): *Articles additionnels de MM. Billat et Triboulet (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* [19 mars 1954] (p. 1142); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire: *Discussion générale (Son programme électoral, droit exorbitant de certains trésoriers, sa posi-*

tion contre la revalorisation des indemnités (tréfoncières) [10 juin 1954] (p. 2910, 2912). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. Titeux relative à la protection des centres de formation professionnelle contre l'incendie [25 juin 1954] (p. 3091); — de M. Couinaud relative à la répartition des cotisations d'allocations familiales [9 juillet 1954] (p. 3385). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Délat de carence* [3 août 1954] (p. 3814); Art. 2 : *Régime de longue maladie, prophylaxie de la lèpre* (p. 3816); Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail)* (p. 3818); Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit)* (p. 3821, 3822); Art. 14 bis : *Conditions d'assujettissement des colons partiaires* (p. 3823); Art. 15 : *Date d'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 3824); *Structure économique et sociale des départements d'outre-mer* (p. 3824); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Réplique aux attaques de M. de Monsabert, touchant M. Pleven* [12 juin 1954] (p. 2975); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale (Etablissement de l'échelle mobile, relèvement du salaire de base)* [12 août 1954] (p. 4102, 4103); Art. 25 : *Règles de calcul des rentes* (p. 4107); *Réadaptation de la main-d'œuvre, délais d'application de la loi* (p. 4108); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [31 août 1954] (p. 4505). — Est nommé, par intérim, *Ministre du Logement et de la Reconstruction* (Cabinet Mendès-France) [14 août 1954] (*J. O.* du 15 août 1954, p. 7860). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Mendès-France) (1) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice

1955 : *Salaires minimum* [16 novembre 1954] (p. 5076); Chap. 47-22 : *Demandes de disjonction du chapitre (Caisse autonome de sécurité sociale des mines)* (p. 5108); Etat B, Chap. 66-10 : *Demandes de disjonction de ce chapitre (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes)* [17 novembre 1954] (p. 5127). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'aménagement du territoire et la politique de mise en valeur du pays [4 décembre 1954] (p. 5796). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Crise du logement à Paris* [18 décembre 1954] (p. 6586); Etat A, Chap. 31-01 : *Révision des dommages de guerre* (p. 6603); Chap. 37-41 : *Aménagement du territoire, industrialisation, décentralisation, grands problèmes et séances publiques* [24 janvier 1955] (p. 162); *Fonds d'aménagement du territoire* (p. 164); *Raffinage du pétrole du sud-ouest* (p. 166); *Agglomération parisienne et logements, problème du logement à Saint-Etienne et Montpellier* (p. 168); *Contrôle et liste des sociétés de construction* (p. 169); Chap. 4892 : *Demande de disjonction de M. Guiguen (Reconstruction standard du préfinancé)* (p. 181); Etat D, paragraphe 2, sixième ligne : *La Tour Perret d'Amiens* [26 janvier 1955] (p. 249); Art. 12 : *Crédits pour l'accèsion à la propriété, normes de construction des H. L. M., « opération million », prix des terrains* (p. 260, 261, 264, 269); *Crédits pour le secteur locatif* (p. 269); Art. 9 : *Règlements de réquisitions par les Allemands ou Alliés* (p. 287); *Son article additionnel (Sociétés d'économie mixte communales et construction)* [27 janvier 1955] (p. 311, 313); *Article 68 du Règlement* (p. 312); *Son article additionnel (Titulaires détachés dans un emploi temporaire)* (p. 352); *le retire* (ibid); *Son article additionnel (Communes et construction)* (p. 355); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), article unique : *Ses explications de vote (Manœuvres suspectes entourant le dépôt — et le retrait — des amendements de MM. L. Noël et Loustaunau-Lacau, majorité invisible inspirant le Gouvernement sans voter pour lui (Allusion à MM. Palewski et Soustelle), nationalisme excessif de certains (Position de M. Pierre André sur la Sarre), rentrée nécessaire de*

(1) Démission individuelle.



*l'Allemagne au sein de la Communauté occidentale (Regrets de la C. E. D.), adjure M. Mendès-France d'un choix clair (Pour l'Europe et contre l'infiltration communiste) [29 décembre 1954] (p. 6933, 6934). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aménagement du territoire (Demande de permis de construire deux cent mille mètres carrés d'installations industrielles en banlieue) [15 mars 1955] (p. 1422). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : Discussion générale (Diminution de la production d'alcool, arrachage des vignes de noah) [25 octobre 1955] (p. 5257, 5258); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons) : Motion préjudicielle de M. Liautey [25 octobre 1955] (p. 5263); Art. 4 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer cet article (Tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire, d'un débit de boissons alcooliques ne doit avoir fait l'objet d'aucune condamnation) [8 novembre 1955] (p. 5527); Art. 10 : Son amendement (Interdiction d'employer des mineurs de moins de 21 ans dans les débits de boissons à consommer sur place) (p. 5531, 5532); Art. 16 : Amendement de M. Courant (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs) (p. 5537); Article additionnel de M. Tournaud (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betteraves) (p. 5545); Art. 28 : Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes, en cas d'ivresse, amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article [9 novembre 1955] (p. 5571); Art. 8 : Amendement de M. Anthoinz tendant à le supprimer (Droit de préemption de l'Etat lors de toute mutation des débits situés dans la zone protégée) (p. 5574, 5575); Délimitation des zones protégées, problème posé pour la construction des H. L. M. (p. 5578, 5579); Son amendement (Extension du droit de préemption à l'ensemble du territoire) (p. 5578 à 5580); Cas des hôtels meublés (p. 5578, 5580); Art. 29 : Son amendement (Composition du comité départemental de lutte antialcoolique) (p. 5581); Art. 35 : Amendement de Mme G. François (Publicité) (p. 5583); mainmise des marchands d'alcool sur les manifestations sportives (ibid); Discrimination entre bon et mauvais alcool (p. 5584, 5585). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des propositions de loi rela-*

*tives aux bouilleurs de cru [28 octobre 1955] (p. 5350). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru, Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif) [28 octobre 1955] (p. 5353, 5354); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à rendre obligatoire la distillation en coopératives et en brùleries syndicales [8 novembre 1955] (p. 5505); Alcoolisme chez les enfants (ibid).*

**PETIT (M. Guy)**, *Député des Basses-Pyrénées (I. P.).*

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*  
(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*  
(Cabinet René MAYER)

du 14 janvier 1953 au 11 février 1953,

*Ministre du Commerce*  
(Cabinet René MAYER)

du 11 février 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), — Est nommé : Secrétaire de la Commission des finances [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); membre du Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [22 juillet 1954] (**F. n° 411**).

#### Dépôts :

Le 9 novembre 1951, un rapport fait au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 992) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Présidence